

Klaas de Jonge : un anthropologue engagé

LE 23 juin 1985, Klaas de Jonge, anthropologue néerlandais travaillant au Zimbabwe, fut arrêté en Afrique du Sud et inculpé de soutien à une organisation interdite, l'ANC (*African National Congress*). Comme il le reconnaît dans son journal de bord paru en septembre 1987 (1), il avait effectivement exécuté des missions de reconnaissance pour le compte de l'ANC et caché des armes. A la suite d'une évasion spectaculaire, de Jonge réussit, un mois plus tard, à se réfugier à l'ambassade des Pays-Bas à Pretoria où il restera confiné pendant plus de deux ans, protégé par l'immunité diplomatique que lui procure le bâtiment de l'ambassade, mais sans espoir de pouvoir en sortir. Le 7 septembre dernier, son cas trouva cependant une issue heureuse grâce à un échange de prisonniers dont bénéficia également le coopérant français P.-A. Albertini.

Pour nous, chercheurs africanistes, le cas de Klaas de Jonge est exemplaire, comme l'est celui de son ex-épouse, Hélène Pastoors, linguiste, arrêtée à la même époque et toujours en prison (elle a été condamnée à dix ans). Klaas de Jonge a été l'un des rares universitaires qui, à la suite des débats passionnés sur « Impérialisme et anthropo-

logie », au cours des années 1970, a osé franchir le cap et passer la ligne qui sépare le chercheur du militant politique ; le seul à avoir tiré les conséquences pratiques de nos discussions académiques, alors que la plupart d'entre nous ont vite fermé la parenthèse pour continuer notre petit bonhomme de chemin sur la voie universitaire. C'est pour cette raison que *Politique africaine* a voulu rencontrer Klaas de Jonge pour lui demander de tirer les leçons de son expérience des dernières années.

P. A. : Klaas, tu as travaillé pour un mouvement de résistance, l'ANC. As-tu fait ce travail en tant qu'anthropologue ou as-tu le sentiment que tu t'es situé par là en dehors des limites de la recherche universitaire ?

Klaas de Jonge : On ne peut répondre par oui ou par non à cette question. Mon engagement auprès de l'ANC, qui est d'ailleurs le fruit d'un processus lent et graduel, découle en partie de mon travail de chercheur. Au début des années 1980, je suis venu au Mozambique où j'ai travaillé en tant que sociologue pour le ministère de l'Information et pour l'*Institut d'études africaines* dirigé à cette époque par Ruth First. Je travaillais dans une zone rurale pour un projet de villages coopératifs où je participais à

(1) K. de Jonge, *Dagboek uit Pretoria*, Van Gennep, Amsterdam, 1987.

la réalisation des programmes pour les radios locales installées dans tous les villages. Or, ce travail a été rendu impossible par les actions du *Renamo*, cette association terroriste soutenue ouvertement par l'Afrique du Sud, qui assassine les paysans et détruit toutes les infrastructures, y compris le réseau des émetteurs-récepteurs radio que j'avais aidé à installer.

J'ai vu ainsi de mes yeux la puissance destructrice et déstabilisatrice de l'Afrique du Sud et je me suis rendu compte que pour comprendre la situation au Mozambique, il faut comprendre le système sud-africain. C'est une réalité incontournable, on ne peut y échapper, tant il y a des interdépendances à tous les niveaux, politiques et militaires, mais aussi économiques. Cette analyse, je l'ai faite en tant que sociologue au sens large ayant appris à voir les relations d'interdépendance et également comme sociologue dont le travail fut systématiquement anéanti par l'État sud-africain.

En même temps, tu réagis en tant qu'être humain. A Maputo, j'ai rencontré des exilés sud-africains, d'anciens prisonniers de Robbeneiland, des militants de l'ANC, qui m'ont beaucoup appris sur leur pays. J'ai sympathisé avec eux. Il y a eu ensuite le meurtre de Ruth First, assassinée par une lettre piégée, et j'ai ressenti une énorme colère. Il était clair pour moi que l'Afrique du Sud était l'ennemi principal, qu'il était impossible de continuer dans le rôle de simple spectateur. Même pour moi en tant que sociologue, l'Afrique du Sud était l'ennemi, parce que mon travail dans les régions rurales était devenu impossible. C'est dans ce climat que j'ai décidé de « passer à l'action », de proposer mes services

à l'ANC. J'avais compris que rien ne serait possible au Mozambique tant que régnait l'apartheid en Afrique du Sud.

Évidemment, cet engagement dans le travail concret n'était plus celui de l'anthropologue. Et encore, ce n'est pas si simple que cela. Je me suis toujours intéressé aux mouvements de libération et lors d'un séjour au Sénégal, j'ai même eu l'occasion de passer quelques jours sur le terrain avec les guérilleros du PAIGC, en Guinée-Bissau. Or, mon travail pour l'ANC me permettait d'étudier un mouvement de libération de l'intérieur et là encore j'ai réagi en tant que chercheur, tout en sachant qu'il serait impossible, à court terme du moins, de publier les résultats de mes « recherches ».

J'ai dit tout à l'heure que mon engagement auprès de l'ANC a été lent et graduel. En même temps, je me rends compte aujourd'hui qu'il est en fait plus ancien. Déjà en 1980, j'ai participé à Amsterdam à un colloque d'anthropologues « concernés » et j'y ai dit, en paraphrasant Marx, que jusqu'ici les anthropologues se sont contentés d'*analyser* le monde et qu'il était temps qu'ils essaient de *changer* le monde. J'avais donc des antécédents en tant que chercheur.

P. A. : Aujourd'hui, tu te retrouves de nouveau libre. Serais-tu tenté de reprendre ton métier de chercheur ou est-ce, à ton avis, une activité dénuée de sens ?

Klaas de Jonge : Pour moi, la recherche reste très importante, mais tout dépend de quelle sorte de recherche. Ce qui a été fait à Maputo, à l'*Institut d'études africaines*, a une grande valeur. Ruth First y a créé une équipe formidable de gens très bien formés sur le plan de

la théorie sociologique et qui se servaient de ses connaissances théoriques pour essayer de résoudre les problèmes pratiques qui se posaient au gouvernement. Une telle recherche garde toute son importance. Pour ma part, je repartirais volontiers en Afrique australe comme sociologue au service de l'ANC. Je ne pense pas que tous les anthropologues doivent prendre les armes ; l'analyse reste notre grande force, et l'ANC a besoin de nos analyses pour mieux comprendre les relations de pouvoir au niveau international, les relations d'interdépendance au niveau régional. C'est aussi important que de transporter des bombes.

En même temps, je me rends bien compte que ce serait difficile et qu'on se retrouve alors dans une situation contradictoire, pleine de tensions. Si je devais travailler pour l'ANC, ce serait à temps complet et en tant que membre du mouvement, ce que je ne suis pas encore. Jusqu'ici je suis resté indépendant : j'approuve la lutte armée en Afrique du Sud, mais je peux me permettre de critiquer parfois les points de vue de l'ANC, de dévier de la « ligne du parti ». Je l'ai fait d'ailleurs dans mon *Journal de Pretoria* et je tiens beaucoup à cette liberté intellectuelle.

Or, un travail à temps complet avec l'ANC me ferait perdre cette liberté. Je ne pourrais plus tout dire ; il serait impossible de publier les résultats ou tous les résultats de mes recherches. Pour moi, intellectuel bourgeois des années 1960, ce serait difficile à vivre, et j'ai parfois des hésitations, des doutes. Je n'ai pas de solution toute faite à ce dilemme.

P. A. : Une dernière question bien banale : est-ce que tu regrettes ce que tu as fait ?

Klaas de Jonge : Pas du tout. J'ai été surpris en rentrant en Hollande d'entendre dire par certaines personnes : « Moi aussi, je suis contre l'apartheid, mais la violence, non quand même... ». Ces gens ne comprennent pas que la violence en Afrique du Sud, et partout ailleurs en Afrique australe, vient d'abord et avant tout du régime de l'apartheid. Il est tout à fait logique que l'ANC, à son tour, s'engage dans l'action violente. Je n'ai pas de problèmes de conscience sur ce point, comme je n'en aurais pas eu non plus lors de l'occupation allemande de mon pays en 1940-1945. C'est exactement la même chose.

Je voudrais d'ailleurs dire autre chose qui n'est peut-être pas tout à fait « convenable ». Le travail illégal m'a parfois procuré de très grandes satisfactions. Pas dans le sens de l'aventure romantique à la James Bond, car le travail illégal, contrairement à ce que l'on pense souvent, est essentiellement ennuyeux : on attend parfois pendant des heures, seul dans une voiture, un rendez-vous ; on creuse des trous, dans la nuit et sous la pluie. Non, la satisfaction vient après, quand tu as accompli une mission, quand tu as été plus rusé que l'ennemi. Pour moi, cela a été un élément important, mais là c'est l'homme qui parle, pas l'anthropologue.

*Interview réalisée par
R. Buijtenhuijs*